

**ECONOMIE****Injection hebdomadaire de liquidités****173 milliards FCFA pour les banques commerciales togolaises**

La Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'ouest (Bceao) a effectué le 11 octobre son injection hebdomadaire de liquidités aux pays de l'Union économique et monétaire ouest africain ...

PAGE 5**FONCIER****Sécurisation des droits fonciers communautaires en Afrique****Un nouveau pas franchi à l'issue de la 3è édition de l'atelier des institutions foncières nationales à Lomé****PAGE 11****Hands From Above****"Opération Agbeyeye" pour sauver les personnes souffrant de maladies mentales**

En marge de la journée mondiale de la santé mentale, célébrée chaque 10 octobre, ...

PAGE 11**Assurance maladie universelle****Une véritable révolution en vue sur la terre de nos aïeux !**

Le Togo continue à faire des réformes historiques. Alors qu'on en parlait encore il y a quelques mois comme d'un rêve, l'assurance maladie universelle est sur le point de se concrétiser au Togo. En donnant leur quitus à la loi organique adoptée par le gouvernement en Conseil des ministres il y a quelques jours, les élus de ...

**PAGE 3****Faure Gnassingbé en Mauritanie****Le sommet de l'Etat togolais poursuit sa diplomatie active**

Quelques jours seulement après le ministre des Affaires étrangères, de l'Intégration régionale et des Togoais de l'étranger, le professeur Robert Dussey qui était en Arabie saoudite pour nouer des partenariats, c'est au tour du président de la République togolaise, Faure Gnassingbé, de fouler le sol mauritanien depuis mercredi dernier. Même si les deux personnalités n'aborderont pas forcément les mêmes sujets avec leurs hôtes respectifs, il faut quand même reconnaître que le Togo n'a pas du tout envie de rester inactif sur le terrain diplomatique.

PAGE 3**DERNIERES HEURES****Consommation locale : faire de cette deuxième édition un véritable nouveau départ**

Le Togo lance officiellement ce vendredi 15 octobre 2021, la deuxième édition du mois de la consommation locale. Après une première édition un peu timide l'année dernière, il faudrait faire de cette nouvelle édition un véritable nouveau départ pour la consommation locale dans notre pays.

L'année dernière, le ministre du Commerce, de l'Industrie et de la Consommation locale, Kodzo Adedze a fait de son mieux pour faire de la première édition une réussite. Cela n'est pas passé inaperçu. Toutefois, on avait l'impression qu'il n'y avait que lui et certains de ses collaborateurs qui comprenaient exactement ce que voulait dire « consommer local ».

Beaucoup de nos compatriotes ne connaissent pas bien les produits locaux. Ils ne savent pas par exemple qu'au Togo, il y a un type d'assaisonnement de qui est fabriqué (Africube) avec les produits d'assaisonnement naturels. Certains produits togolais coûtent aussi un peu cher. Une tablette de chocolat ...

PAGE 3

	SOMMAIRE	Guinée / Doumbouya purge l'armée Retraite pour les pro-Condé, promotion pour les affidés  P 4	Togo - UE Quand le partenariat enfante l'émergence  P 6&7	Crise climatique «Les choix intenables qui tuent notre planète tuent aussi ses habitants », selon le Dr Tedros Adhanom Ghebreyesus  P 10
---	-----------------	--	---	---

Echos des bénéficiaires des produits FNFI

Ouro Gnao Nafissatou, de ménagère à promotrice de boutique de prêt-à-porter

Comme le dit un célèbre proverbe, nécessité est mère d'invention. De nombreuses femmes faisant face à des défis énormes se réinventent pour trouver des sources de revenus. Ouro Gnao Nafissatou est une femme Togolaise titulaire d'un BEPC, qui pour des questions d'argent, a dû abandonner les études pour se marier sur l'insistance de sa famille. Mais très rapidement, elle a senti le besoin d'être un soutien économique pour le foyer. Avec ses ressources, elle se lance dans la revente de bijoux, puis de pagnes et de tissus. Au départ, elle « promenait » ses articles pour avoir des clients. Grace au FNFI, elle dispose désormais d'un prêt à porter dans la ville d'Atakpamé. Retour sur l'histoire de dame Ouro Gnao Nafissatou

PARCOURS

Ouro Gnao Nafissatou est une femme Togolaise qui a grandi à Kara avec sa grand-mère maternelle. Après l'obtention de son BEPC, elle se marie et devient femme au foyer. Mais, le problème d'emploi s'est rapidement posé. Au lieu d'attendre tous les soirs son mari avant de faire la cuisine, elle décide de convertir ce temps en une action pouvant lui permettre de créer son propre emploi, de gagner des revenus et de participer aux charges.

Avec ses maigres économies, elle se lance dans la revente de bijoux à bas prix. Puis l'entrepreneure achète ses premiers pagnes et autres tissus qu'elle revendait en se promenant. « Au départ, je circulais dans la ville de Kara pour vendre mes articles. Je privilégiais surtout les bureaux »,

nous confesse-t-elle. Progressivement, elle a pu s'autonomiser, car disposant d'une clientèle fidèle. Mais, Ouro Gnao Nafissatou n'était pas satisfaite. Désormais, son objectif est de disposer d'une baraque construite à base de matériel de qualité.

Pour financer la construction de sa baraque, elle a pu compter sur le FNFI. « C'est en 2015 que j'ai découvert le FNFI. Ce qui m'a motivé à faire les démarches, c'est surtout le niveau des taux d'intérêt qui est très bas par rapport aux prêteurs informels », révèle Ouro Gnao Nafissatou. Et elle complète. « J'ai donc eu mon premier prêt vers fin 2015. Ce qui m'a permis d'ouvrir une boutique de baraque à Kara ». Entre temps, la famille quitte Kara pour Atakpamé, mais le commerce de dame Ouro Gnao Nafissatou n'a pas



Ouro Gnao Nafissatou

fléchi.

Mieux, avec les crédits FNFI successifs obtenus et ses économies, elle est passée de baraque à boutique de Prêt-à-porter. Ascension fulgurante. Elle raconte « il y a 6 ans, je me promenais pour vendre mes articles. Aujourd'hui, j'ai mon prêt à porter. Je vends des pagnes, chaussures, et autres articles de mode. Le FNFI est une chance pour nous les femmes Togolaises ». Quand on lui demande son chiffre d'affaires, elle sourit, mais elle répond avec fierté, « Mon chiffre d'affaires mensuel se situe entre 2 et 3 millions FCFA. Et mon bénéfice net, entre 200 et 300 mille FCFA ».

DEMARCHE STRATEGIQUE

Dans un monde devenu

hyperconnecté, il est primordial pour les magasins d'habillement d'élaborer une stratégie digitale. Depuis son arrivée à Atakpamé, Ouro Gnao Nafissatou est en pleine transformation digitale. En effet, c'est surtout par les meilleures applications de messagerie instantanée qu'elle propose désormais ses articles à sa clientèle. Elle dit : « Quand je reçois une nouvelle cliente, j'enregistre son numéro ce qui fait que j'ai beaucoup de contacts dans mon répertoire. Dès que j'ai de nouveaux articles, je fais des photos et j'envoie aux clients ».

LES DEFIS

Les principales difficultés rencontrées par Ouro Gnao Nafissatou dans le développement

de son projet sont la concurrence très rude, et le financement. Pour faire face à la concurrence, elle mise désormais sur le digital. Grace au FNFI, elle a pu avoir du financement pour ouvrir une baraque.

PESPECTIVES ET CONSEILS AUX FEMMES

Parmi ses projets d'avenir, Ouro Gnao Nafissatou compte agrandir et moderniser sa boutique de prêt-à-porter. « C'est d'ailleurs pour ça que je veux avoir Nkodédé. Avec cet argent, ma boutique sera beaucoup plus remplie » affirme-t-elle. Et elle conclue : « Aux femmes, surtout, celles qui sont au foyer, vous pouvez réussir économiquement. Commencez petitement, et allez vers les structures comme le FNFI ».

Ceci est un programme du ministère chargé de l'inclusion financière et de l'organisation du secteur informel



fnfi
Fonds National de
la Finance Inclusive



Récupéré N° 0522/31/03/15/HAAC
Edité par DIRECT MEDIA RCCM
N° TG_LOM 2015 B 1045
BP : 30117 Lomé - Togo
Tél : (+228) 22 25 02 23 /
90 15 39 77 / 97 87 12 42
Facebook: togomatin
E-mail : atogomatin@gmail.com
Site web: www.togomatin.tg
Tw: @togomatin1
Mson de la Presse: Casier N° 53
Siège
Cacavéli: 04, Rue Satelit, 3e Mson avant Groupe Cafper

Directeur de publication :
Motchosso Kodolakina

Secrétaire de rédaction :
Rachidou Zakari

Responsable web:
Carlos Amevor

Comité de rédaction:
Françoise Dasilva
Alexandre Wémima
Edem Dadzie

Félix Tagba

Edodji Nadia

Attipoe Edem Kodjo

Responsable administrative:
Gloria Léma Yagla

Service commercial:
DIRECT AGENCY
Tél:(+228) 70 00 47 73 / 97 73 00 00

Graphiste:
Eros Dagoudi

Imprimerie: Direct Print

Distribution : TogoMatin
Tirage : (2000 exemplaires)

DERNIERES HEURES

togolais « Choco Togo » coûte 1000 FCFA. Cela fait au moins trois plats de riz ou cinq plats de haricots avec huile et gari. Il faut quand même préciser que ces deux plats sont locaux, même si certains préfèrent acheter du riz étranger. Or les riz togolais sont très compétitifs en termes de coût et de qualité. Sur ce plan, nos compatriotes

pourraient faire un effort. Mais, le problème aussi, c'est la disponibilité de ces produits sur le marché. Sans oublier que l'on ne communique pas beaucoup autour. Le mois de la consommation locale devrait aider dans ce sens. Mais, on a l'impression que les organisateurs manquent de moyens financiers. Cela fait quinze jours que

nous sommes rentrés dans le mois de la consommation locale, et c'est aujourd'hui qu'on fait le lancement officiel. Le ministère en charge du secteur a sans doute ses raisons. On ne voit pas aussi de publicités diffusées fréquemment sur les médias, de communication active sur les réseaux sociaux, ni de grands panneaux

publicitaires qui rappellent l'événement aux Togolais et les met dans le bain. Les autorités togolaises devraient engendrer une dynamique forte et faire tout pour maintenir la flamme de la consommation locale durant les douze prochains mois. Les entrepreneurs locaux, doivent prendre l'initiative de créer une synergie

autour du ministère afin de chercher les moyens financiers, techniques, technologiques et humains pour communiquer abondamment autour de leurs produits, dans le but de détrôner les produits étrangers qui inondent nos marchés et magasins et dont certains sont de mauvaise qualité.

La rédaction

Assurance maladie universelle

Une véritable révolution en vue sur la terre de nos aïeux !

Le Togo continue à faire des réformes historiques. Alors qu'on en parlait encore il y a quelques mois comme d'un rêve, l'assurance maladie universelle est sur le point de se concrétiser au Togo. En donnant leur quitus à la loi organique adoptée par le gouvernement en Conseil des ministres il y a quelques jours, les élus de la nation donnent un coup d'accélérateur à la réforme. Le gouvernement Tomégah-Dogbé pour sa part, devient le précurseur d'une révolution qui est en marche sur la terre de nos aïeux. La route sera encore longue, mais, les Togolais peuvent être contents parce que dans quelques mois et années, tous les fils et toutes les filles de la mère patrie pourront se tourner vers les centres de santé en cas de problèmes de santé sans tenir la tête entre les mains.

Oui, aujourd'hui, en dehors des fonctionnaires de l'administration publique, leurs femmes et enfants d'un âge donné ; certains cadres du secteur privé qui peuvent se payer une assurance privée, le Togolais lambda est toujours inquiet face à un problème de santé. Même pour ce que les gens appellent abusivement un « petit palu », vous ne dépenserez pas parfois moins de 30 000 FCFA dans un Centre médico-social (CMS). Et si par malheur, vous vous retrouvez dans un centre de soin privé, c'est toute une fortune que vous dépenserez. « La santé n'a pas de prix »,

cela est vrai. Malgré cela, il y a des Togolais qui préfèrent pratiquer l'automédication, ou gérer leur problème de santé chez un pseudo-guérisseur caché dans un coin, sans savoir véritablement de quoi ils souffrent vraiment. Et parfois, c'est lorsque la situation devient grave qu'on court vers un hôpital, avec les conséquences qu'on connaît. En même temps, il faut relativiser en disant qu'il y a aussi des ignorances et des négligences en la matière. Par exemple, ce que les gens dépensent en pratiquant de l'automédication ou en perdant leur temps chez des



Mamessilé Agba-Assih

guérisseurs non qualifiés, est parfois supérieur à ce qu'ils auraient dû dépenser s'ils s'étaient immédiatement rendus à l'hôpital dès les premiers signes de la maladie. Toutefois, il ne faut pas nier les inégalités d'accès à la santé qui prévalent dans tous les pays et plus précisément dans notre pays le Togo. Comme l'a reconnu la présidente de l'Assemblée nationale togolaise Yawa Djigbodi Tsègan au moment du vote, mardi dernier, « devant la maladie et la douleur, les déterminants sociaux tels que l'origine sociale et le niveau de revenu ne devraient

introduire, ni maintenir aucune forme de discrimination ». La Constitution togolaise en son article 34 proclame que « l'Etat reconnaît au citoyen le droit à la santé. Il œuvre à le promouvoir ». Il ne devrait donc pas y avoir de disparités. La mise en place de l'Institut national d'assurance maladie (Inam), concourrait visiblement à baliser la voie à la concrétisation d'un idéal commun et inclusif. Pendant des années, seules quelques catégories de Togolais en ont bénéficié. Et les autres se demandaient pourquoi, eux, n'ont pas droit à la manne

sanitaire ? Les Togolais seront donc ravis de découvrir l'article 4 alinéa 1 de la loi votée il y a quelques jours et qui prescrit : « Les assurés sont couverts sans discrimination liée notamment à l'âge, au sexe, à la race, à la religion, à l'état de personne handicapée, à la nature de l'activité, au niveau et à la nature du revenu, aux antécédents pathologiques ou aux zones de résidence sur le territoire ». En ce qui concerne la mise en place du dispositif, Mamessilé Agba-Assih, ministre déléguée en charge de l'Accès universel aux soins nous révèle : « nous adopterons une démarche progressive et collaborative toujours dans un esprit de cohésion et de clarté avec toutes les parties prenantes, pour une intégration graduelle des différentes couches de la population ». Le programme national d'identification biométrique devrait beaucoup aider à avancer rapidement sur ce chantier.

Edem Dadzie

Faure Gnassingbé en Mauritanie

Le sommet de l'Etat togolais poursuit sa diplomatie active

Quelques jours seulement après le ministre des Affaires étrangères, de l'Intégration régionale et des Togolais de l'étranger, le professeur Robert Dussey qui était en Arabie saoudite pour nouer des partenariats, c'est au tour du président de la République togolaise, Faure Gnassingbé, de fouler le sol mauritanien depuis mercredi dernier. Même si les deux personnalités n'aborderont pas forcément les mêmes sujets avec leurs hôtes respectifs, il faut quand même reconnaître que le Togo n'a pas du tout envie de rester inactif sur le terrain diplomatique.

Le dernier séjour officiel du chef de l'Etat togolais en Mauritanie remonte à juillet 2018, à l'occasion du 31ème sommet de l'Union africaine. C'est dire donc que ce pays n'est pas au premier rang des pays les plus visités par Faure Gnassingbé. Son attention est plus tournée vers les pays voisins comme le Mali, le Niger etc... dans la sous-région ouest africaine et qui

connaissent des problèmes d'insécurité ; ou encore un pays comme le Tchad avec lequel le Togo partage des relations privilégiées notamment sur le terrain de la lutte contre l'insécurité. Et en évoquant la lutte contre le terrorisme au Sahel, une menace avec laquelle notre pays ne transige pas, il faudrait rappeler que la Mauritanie fait partie du G5 Sahel, une



Faure Gnassingbé (à gauche) et son homologue mauritanien Mohamed Ould Cheikh El Ghazouani

organisation qui a pour but de créer une synergie d'actions entre les pays de cette zone confrontée au terrorisme, et leurs partenaires afin de venir à bout du fléau. Actuellement, le Mali à l'instar du Niger et du Burkina Faso

semble vouloir prendre les choses en main. Ces trois pays proches du Togo sont ceux qui subissent le plus d'attaques terroristes. Le Togo de son côté prend aussi ses dispositions notamment en sécurisant ses frontières, mais aussi en

poursuivant le renforcement de la coopération avec les pays de la zone sahélienne. C'est l'une des raisons qui justifient la visite rendue par Faure Gnassingbé à Mohamed Ould Cheikh El Ghazouani. « Outre les relations bilatérales, les questions sous régionales, continentales et internationales d'intérêt commun, notamment la lutte contre la pandémie du coronavirus, les questions liées à la sécurité, la violence dans le Sahel, le changement climatique qui restent somme toute des sujets de grande préoccupation, ont également retenu notre attention », a révélé Faure Gnassingbé.

E. Dadzie

Guinée / Doumbouya purge l'armée

Retraite pour les pro-Condé, promotion pour les affidés

Le président de la transition a mis à la retraite une quarantaine d'officiers généraux. Parmi eux, l'ancien président de la transition Sékouba Konaté et plusieurs anciens proches d'Alpha Condé.



Mamadi Doumbouya au milieu

Après avoir dissous le gouvernement, l'Assemblée nationale et la plupart des institutions dans la foulée de son arrivée au pouvoir par la force, le 5 septembre dernier, le colonel Mamadi Doumbouya a annoncé une importante purge au sein de l'armée. Le président de la transition a mis à la retraite d'office quarante généraux et deux amiraux.

Une décision rendue publique par un décret lu à la télévision nationale, mardi 12 octobre. Le général Sékouba Konaté, qui fut président de la transition par intérim en 2010, a fait les frais de ce coup de balai au sein de la Grande Muette. L'officier s'était pourtant publiquement réjoui du putsch qui a renversé Alpha Condé. Moussa

Dadis Camara, qui fut son binôme à la tête de la transition entre décembre 2008 et décembre 2010, s'était pour sa part déjà « volontairement retiré » de l'armée en 2015, qu'il avait quittée avec le grade de capitaine, avant d'annoncer sa volonté de se présenter à l'élection présidentielle de la même année. Plusieurs proches d'Alpha Condé ont été écartés.

Parmi eux, le général Namory Traoré, qui était jusque-là chef d'état-major général des armées, a été remplacé à son poste par le colonel Sadiba Koulibaly, considéré par certains comme la deuxième personnalité de la junte au pouvoir – laquelle n'a, pour l'heure, pas publié de liste officielle de ses membres. Autre « retraité d'office », le général Ibrahima Baldé, qui a été débarqué de son poste de Haut commandant de la gendarmerie et directeur de la justice militaire. Nommé par Moussa Dadis Camara, il avait été maintenu à son poste par Alpha Condé. Ironie du sort, c'est l'un de ses subordonnés, avec lequel il avait des relations difficiles, qui prend sa suite : le colonel Balla Samoura, qui est également un proche et un ami personnel de Mamadi Doumbouya.

Deux anciens ministres d'Alpha Condé, qui avaient déjà fait les frais de la dissolution du gouvernement, ont également perdu leur poste au sein de l'armée : les généraux Bouréma

Condé, ancien ministre de l'Administration du territoire, et Rémy Lamah, ancien ministre de la Santé. Cette mise à l'écart d'une partie de la haute hiérarchie militaire qui tenait les rênes de l'armée sous l'ère Alpha Condé s'est accompagnée d'une soudaine montée en grade de plusieurs affidés de Mamadi Doumbouya. Huit d'entre eux ont été promus gouverneurs dans les huit régions administratives du pays.

Pour Mamadi Doumbouya, qui place ses hommes aux plus hautes fonctions militaires, il s'agit avant tout de consolider son pouvoir. Un grand jeu de chaises musicales qui peut néanmoins faire peser un risque sur la chaîne de commandement, en particulier en raison du vide laissé dans le domaine de la lutte contre le terrorisme, tant les hommes du Groupement des forces spéciales sont désormais pour une large part accaparés par la gestion des affaires de l'État.

La rédaction

Cameroun

La coalition de l'opposition va-t-elle tenir ?

Annoncée en grande pompe en mars dernier, l'alliance des sept partis d'opposition qui devait proposer un projet de réforme du code électoral n'a pour l'instant rien donné. Mais ce n'est qu'une question de temps, jurent les intéressés.



Des acteurs de l'opposition au Cameroun

Le temps est parfois élastique. Il peut même s'étirer plus que de raison. Les leaders de l'opposition camerounaise l'avaient-ils en tête quand, le 31 mars dernier, ils s'engageaient à proposer « dans les plus brefs délais » un projet de réforme électorale ? À l'époque, l'annonce de leur alliance – fut-elle éphémère et de circonstance –

avait fait grand bruit. Pour la première fois, Tomaino Ndam Njoya (Union démocratique du Cameroun, UDC), Maurice Kamto (Mouvement pour la renaissance du Cameroun, MRC), Cabral Libii (Parti camerounais pour la réconciliation nationale, PCRN), Joshua Osih (Social Democratic Front, SDF), Pierre Kwemo (Union des

mouvements socialistes, UMS) et Hilaire Zipang (Mouvement progressiste, MP) promettaient de produire un document consensuel, qui serait ensuite soumis au Parlement. Un code de bonne conduite avait été adopté et des secrétariats exécutif, technique et permanent mis sur pied. Mais six mois après

l'installation de la cellule chargée de rassembler les propositions des différents acteurs politiques et de la société civile, les résultats des travaux menés par les membres de l'opposition n'ont toujours pas été communiqués. Et certains membres de la plateforme ne se sont toujours pas acquittés des cotisations destinées à financer ses différentes activités. Faut-il en déduire que le collectif est au bord de la dislocation ? Pas forcément. Selon nos informations, la session de restitution des travaux et la publication de la proposition de code électoral était censée se tenir le 19 octobre. La séquence a cependant dû être reportée en raison de l'indisponibilité de certains membres de la plateforme : Maurice Kamto et Tomaino Ndam Njoya sont tous les deux en France et Pierre Kwemo ne pouvait pas se rendre à Yaoundé à cette date. « Ce qui nous retarde, ce n'est qu'un problème

de calendrier, confirme à Jeune Afrique un membre du secrétariat technique. Le code de bonne conduite que nous avons adopté en mars stipule que les sept leaders politiques qui étaient ensemble au départ doivent tous être présents lors de la restitution des travaux. » Les travaux proprement dits sont néanmoins achevés. Le document reprend pour l'essentiel les grandes propositions historiquement portées par les partis d'opposition : élections à deux tours, réforme d'Elecam (l'organe chargé de l'organisation des scrutins) et adoption du bulletin unique. « Nous sommes parvenus à un consensus. Cette proposition, c'est ce qui nous paraît être le minimum à faire pour garantir des élections libres et transparentes au Cameroun », ajoute notre source au secrétariat technique.

Source : Jeune Afrique

Injection hebdomadaire de liquidités 173 milliards FCFA pour les banques commerciales togolaises

La Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'ouest (Bceao) a effectué le 11 octobre son injection hebdomadaire de liquidités aux pays de l'Union économique et monétaire ouest africain (Uemoa). Il s'agit de la deuxième injection effectuée par le Banque pour le compte de ce mois.



Du 12 au 18 octobre, la Bceao a injecté au total la somme de 3 276 milliards FCFA pour le refinancement des banques commerciales de l'Union. Sur cette somme, les banques togolaises sont refinancées à hauteur de 173 milliards FCFA.

Le montant retenu pour les banques béninoises s'élève à 471 milliards FCFA, 371,68 milliards pour le Burkina Faso. La Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'ouest a refinancé les banques ivoiriennes avec environ 952,6 milliards. La Guinée-Bissau bénéficie de 52,7 milliards, alors que le montant retenu pour le Mali s'élève à environ 295,3 milliards.

Le Niger et le Sénégal

s'adjugent respectivement 263,28 milliards et 696,86 milliards FCFA.

Cette injection de liquidité permet de soutenir l'économie des pays de l'Uemoa en cette période de crise due à la pandémie du coronavirus. Le taux d'intérêt pour cette injection de liquidités à taux fixe est fixé à 2%.

90 banques ont participé à l'appel d'offres de la Bceao dans le cadre de cette injection de liquidités. Il s'agit de la 41ème injection hebdomadaire de liquidités lancée par la Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'ouest depuis le début de cette année au profit des banques de l'Union.

La rédaction

Journée mondiale de la normalisation

La contribution de la normalisation au système de qualité au Togo

Comme chaque année, la Journée mondiale de la normalisation a été célébrée jeudi 14 octobre. Cette année, cette journée a été commémorée sous le thème : « les normes pour les Objectifs de développement durable (ODD) ».

Dans son message prononcé dans le cadre de la Journée mondiale de la normalisation, le ministre du Commerce, de l'Industrie et de la Consommation locale, Kodjo Adedze, a rappelé l'importance de la normalisation dans le système de qualité au Togo. La normalisation contribue à l'économie nationale.

Le Togo s'est engagé dans la promotion de la qualité. Ainsi, le pays a adopté en 2009 la loi cadre n° 2009-016 du 12 août 2009 relative à la promotion de la qualité au Togo et ses décrets d'application en 2015, 2016 et 2019. A la suite de l'adoption de cette loi, une Haute autorité de la qualité et de l'environnement (Hauqe) a été créée. Des structures techniques de la qualité à l'instar de l'Agence togolaise de normalisation (ATN) sont également créées. Cette dernière est chargée de l'élaboration des normes. Le Comité togolais d'agrément (Cotag) a également été mis en place pour des activités de certification.

« La mise en œuvre de cet arsenal juridique va contribuer de manière efficiente à l'atteinte des objectifs de la vision stratégique du



Kodjo Adedze

gouvernement Togo 2020-2025 pour une croissance inclusive projetée à 7,5 % à l'horizon 2025. Elle permettra également à notre pays d'atteindre les Objectifs du développement durable », a précisé Kodjo Adedze.

Cette année particulièrement, l'Organisation internationale de normalisation (ISO), la Commission électrotechnique internationale (CEI) et l'Union internationale des télécommunications (UIT) mettent l'accent sur la contribution des normes pour l'atteinte des Objectifs de développement durable.

Le Togo s'engage à accélérer la mise en œuvre de ces objectifs. « Nous

faisons front commun pour œuvrer ensemble à accélérer la réalisation de l'Agenda 2030 des Nations unies, en mettant les normes au service des ODD avec comme slogan retenu cette année une "vision commune pour un monde meilleur". Notre pays est fortement engagé dans la mise en œuvre des dix-sept (17) ODD avec ses cent soixante-neuf (169) cibles définies par l'Organisation des Nations unies (ONU) en 2015. Ces ODD s'articulent autour de l'intégration de trois (3) dimensions du développement durable que sont : l'économie, le social et l'environnement », a ajouté le ministre du Commerce, de l'Industrie et de la Consommation locale.

Félix Tagba

tm
TOGOMATIN

DIRECT AGENCE
agence conseil en communication

Vous êtes un annonceur, un privé, une agence conseil en communication ou un homme d'affaires!
Vous avez besoin d'une communication dans le journal Togo Matin?

Contactez notre régie exclusive
DIRECT AGENCE
Rue 132, Angle 139 Aflao-Gakli Djidjolé
(+228) 97 10 01 00 / 90 03 46 92

Togo - UE

Quand le partenariat enfante l'émergence

Il y a près de 60 années, l'Union européenne (UE) et le Togo nouaient un partenariat. Les deux parties ont consenti des efforts pour arroser ce lien et aujourd'hui, c'est un arbre de relation bien enraciné entre l'UE et le Togo, dont les fruits sont la multitude d'initiatives pour un développement durable. Cette coopération s'est intensifiée surtout à partir de 2007 dans les domaines politique, économique, diplomatique, commercial et culturel. La Délégation de l'UE et le gouvernement togolais se rencontrent régulièrement dans un cadre de dialogue politique avec les Chancelleries des Etats membres de l'UE accrédités, pour faire le point de cette coopération et des questions d'intérêt commun relatives à l'intégration régionale et continentale.

L'Union européenne accompagne le Togo dans ses efforts de consolidation du processus démocratique. Les deux parties tiennent régulièrement des sessions de dialogue politique pour faire le bilan des progrès réalisés en matière de gouvernance politique, économique ainsi que dans le domaine de la paix et de la sécurité.

L'instance européenne fournit dans ce contexte des appuis techniques et financiers aux institutions de la République notamment l'Assemblée nationale, la Commission électorale nationale indépendante (Ceni) et la Haute autorité de l'audiovisuel et de la communication (Haac) de même qu'aux collectivités territoriales.

Toujours en faveur des institutions de la République, d'autres initiatives ont été également prises. Il s'agit entre autres du Programme d'appui aux processus électoraux (PAPE) et du Programme d'appui institutionnel (PAI).

L'UE s'investit également dans le renforcement de la justice, en contribuant à l'amélioration des prestations des professionnels de ce secteur. Tout récemment, un projet a été mis en œuvre dans ce sens pour accompagner l'École nationale de police.

Un autre axe d'action est l'appui aux Organisations de la société civile (OSC) à travers des initiatives comme le Projet d'appui à la Société civile et à la réconciliation nationale (Pascrena) financé à hauteur de 6 millions d'euros soit 3,9 milliards de FCFA et le Programme de consolidation de l'Etat de droit et du monde associatif (Pro-Cema).

Les 06 piliers de renforcement de la gouvernance au Togo



Drapeaux du Togo et de l'Union européenne

L'Union européenne a accompagné le Togo dans sa stratégie de renforcement de la gouvernance politique et de promotion des droits de l'homme, à travers des projets dont le financement estimé à 17,195 millions d'euros soit 11,2 milliards de FCFA. On peut citer premièrement le Projet d'appui à l'autonomisation de la femme et son insertion dans le dialogue politique au niveau local au Togo (PAAF) financé à hauteur de 0,99 millions d'euros soit 651,4 millions de FCFA. Deuxièmement, le Projet de soutien aux défenseurs des droits de l'homme d'un coût

global de 0,498 millions d'euros soit 327 millions de FCFA. En troisième point, le Projet quartiers d'avenir pour protéger et réinsérer les personnes en conflit avec la loi dont le financement s'élève à 328 millions de FCFA.

Quatrièmement, le Programme d'appui au secteur de la justice (PASJ) d'un coût global de 8 millions d'euros soit 5,25 milliards de FCFA. Cinquième point, le Projet d'appui à la formation de la Police (PAFP) évalué à 3 millions d'euros soit 1,97 milliards de FCFA. Enfin, le

projet de Promotion des droits des adolescents à la santé génésique au Togo financé à hauteur de 4,2 millions d'euros soit 2,8 milliards de FCFA. En matière de paix et de sécurité, l'Union européenne appuie également le Togo dans ses efforts de stabilisation de la sous-région.

Coopération économique et commerciale

Le Togo est l'un des partenaires économiques privilégié de l'Union européenne dans la sous-région ouest africaine. Les relations commerciales entre l'UE et le Togo sont surtout marquées par des accords de partenariat économique (APE). Les programmes des APE ont permis à notre pays de diversifier et d'accroître la capacité de production nationale, de renforcer ses relations commerciales avec les pays européens et le partenariat entre le secteur privé national et européen.

Ce partenariat a été significativement impacté par le premier Forum économique Togo-UE tenu en juin 2019 à Lomé, dont les retombées sont déjà perceptibles.

A l'occasion de ce rendez-vous économique de haut niveau, les deux parties ont procédé à la création

de la Chambre de commerce européenne au Togo (EUROCHAM-Togo), un puissant catalyseur de la croissance économique et important promoteur des échanges industriels et commerciaux entre l'Europe et le Togo.

Ce Forum a surtout assuré la visibilité des potentialités économiques du Togo et traduit les opportunités en terme de partenariats, contrats et projets. Dix (10) projets d'un coût global de 15,6 milliards de FCFA sont déjà à l'étape de mise en œuvre, et dix-huit (18) autres évalués à plus de 320 milliards FCFA sont en cours de financement.

Un protocole d'accord tripartite a été signé entre le gouvernement togolais, le Patronat et la Bank of Africa (BOA) en juillet 2020 pour la mobilisation de 412 millions de FCFA en faveur des entreprises nationales.

En terme d'exportation, le Togo occupe la deuxième place des pays africains exportateurs de produits bio vers l'Union européenne, juste après l'Egypte. Entre 2018 et 2019, le pays a doublé ses exportations de produits agricoles biologiques vers l'Union européenne, passant de 22000 tonnes à près de 45000 tonnes sur la même période, soit une hausse de 102%.

Forum Togo-UE, les opportunités au rendez-vous

Sous l'égide du président togolais Faure Gnassingbé, le premier Forum Togo-UE est tenue à Lomé (Togo) les 13 et 14 juin 2019. Pour le chef de l'Etat togolais, il s'agit d'une opportunité pour conclure des contrats et des projets. Ce premier jour du Forum a été essentiellement axé sur le secteur agricole auquel un panel a été consacré. Près de 600 participants dont environ 200 chefs ou représentants d'entreprises européennes mais aussi africaines dont l'homme d'affaires et milliardaire nigérian Aliko Dangote de Dangote Group, Ade Ayeyemi, le patron de Ecobank, Dominique Strauss-Kahn, ancien directeur général du Fonds monétaire international, Lionel Zinsou, ancien Premier ministre du Bénin, Mario Pezzini, directeur du Centre de développement de l'OCDE, Etienne Giros, président EBCAM et CIAN, les responsables du système des Nations unies, les décideurs des institutions de Brettons Woods, des entrepreneurs de divers horizons en Afrique, plusieurs gros investisseurs ainsi que plusieurs

membres du gouvernement togolais sont ensemble.

Réalisation des projets socioéconomiques : l'UE en appui Dans la mise en œuvre des différents programmes nationaux de développement, le Togo bénéficie des appuis multiformes de l'UE à travers le Fonds européen de développement (FED).

Dans le cadre de sa programmation 2014-2020, l'UE a appuyé les stratégies de développement successives à savoir la Stratégie de croissance accélérée et de promotion de l'emploi (SCAPE) 2013-2017 et le Plan national de développement (PND) 2018-2022. Un fonds de 216 millions d'euros a été alloué à ces deux programmes.

L'Union européenne et ses Etats membres ont contribué à plus de 10% des investissements requis pour la mise en œuvre du PND (4.622 milliards FCFA), et à plus de 30% des investissements publics envisagés par le PND (1.623 milliards FCFA).

Développement rural, plus d'un milliard de FCFA



Faure Gnassingbé, président du Togo

L'Union européenne accompagne le Togo dans l'implémentation des projets de développement dans les domaines de l'environnement, du développement rural, de l'agriculture et de la sécurité alimentaire, avec un financement global estimé à 1,98 millions d'euros soit 1,3 milliard de FCFA.

Il s'agit plus précisément du Programme d'appui à la gestion environnementale décentralisée (Paged) financé à hauteur de 0,599 million d'euros soit 392,9 millions de FCFA. Du Projet d'appui à la préservation des écosystèmes et de la biodiversité grâce à l'agropastoralisme dans le contexte de la décentralisation (Papeba), dont le coût de la réalisation est estimé à 0,461 million d'euros soit 302,6 millions de FCFA. Du Projet de renforcement de la participation communautaire pour la protection de l'environnement et la restauration de la fertilité des sols (PPERF), d'un coût global de 0,448 million d'euros soit 193,739 millions de FCF. Du Projet d'intensification agro écologique de la production agricole dans les Savanes et gestion durable des ressources naturelles (PIASGDRN) financé à hauteur de 0,473 million d'euros soit 310,5 millions de FCFA.

Sept programme-projets pour Eau et assainissement

Dans le secteur de l'eau et de l'assainissement, l'instance européenne a appuyé le Togo, avec un financement global de 90 millions d'euros soit 59 milliards de FCFA. D'importants projets ont

aussi été réalisés. Il s'agit de la réduction des maladies hydriques dans la région des Plateaux au Togo (2,3 millions d'euros soit 1,5 milliard de FCFA). L'amélioration de l'accès à l'eau potable, à l'hygiène et à l'assainissement (1,23 million d'euros soit 808,4 millions de FCFA). La promotion des droits de l'enfant à l'eau potable et à la santé environnementale dans la préfecture de Blitta (2,08 millions d'euros soit 1,36 milliard de FCFA).

L'appui à la promotion des bonnes pratiques pour la gestion de l'eau, l'hygiène et l'assainissement, (1,9 million d'euros soit 1,2 milliard de FCFA). Le projet de Réduction des risques environnementaux et sanitaires liés à l'activité des vendeurs d'eau de forage de la ville de Lomé-PRRESAF (0,3 million d'euros, 196,8 millions de FCFA). Le projet d'appui à la gestion des ordures ménagères dans la commune de Sokodé -PAGOM (0,295 millions d'euros soit 193,5 millions de FCFA). Le programme Eau et Assainissement de la Ville de Notsè (PEAN), (0,2 million d'euros soit 131 millions de FCFA). Le Projet d'aménagement urbain du Togo -Phase II (43 millions d'euros soit 28,2 milliards de FCFA). Le PEA-OMD, Programme eau et assainissement pour l'accélération de l'atteinte des ODD (18,7 millions d'euros soit 12,266 milliards de FCFA). Le Peat-1, Projet Eau et assainissement au Togo-Phase I (20 millions d'euros soit 13,1 milliards de FCFA).

Dans son agenda au Togo, l'UE sollicite de plus en plus l'expertise ou les compétences des universités togolaises dans l'élaboration et la mise en œuvre des projets de coopération avec le pays.

La culture est aussi un pan de la coopération entre l'UE et le Togo. Plusieurs initiatives dont le projet circuit Art'Mattend « Cinéma Numérique Ambulant » élaboré

dans le cadre du programme "Investir dans les ressources humaines ont été élaborés au profit des acteurs culturels.

La politique nationale d'électrification, l'informatisation du casier judiciaire et le basculement au budget-programme ont également reçu le soutien de l'UE.

Perspectives du partenariat UE-Togo



Forum Togo-UE

L'Union européenne et ses États membres présents au Togo (Allemagne et France) entendent appuyer la stratégie de développement définie dans la feuille de route gouvernementale (2020-2025). Elle privilégie à cet effet une approche concertée fondée sur la programmation conjointe. Le Document conjoint de programmation (DCP) envisagé pour le cycle de programmation 2021-2027 se substitue donc au Programme indicatif multi-annuel (PIM) de l'Union européenne pour 2021-2027.

Le DCP envisage les trois domaines d'intervention prioritaires suivants, répondant à la fois aux priorités de la feuille de route gouvernementale et aux préoccupations européennes : l'inclusion socioéconomique, l'agro-industrie, le processus

démocratique.

L'Union européenne envisage dans ce contexte de nouvelles actions en vue de soutenir la généralisation de l'accès aux services publics (eau, assainissement, éducation, santé, culture, énergie, connectivité) et l'amélioration de leur qualité.

L'UE va s'investir pour dynamiser l'économie togolaise en contribuant à l'amélioration du climat des affaires et à la compétitivité des exploitations agro-sylvo-pastorales et halieutiques.

L'Union européenne va participer au renforcement de la résilience de la société et de l'économie togolaises en s'appuyant la préservation de la paix et la sécurité, la consolidation démocratique, la modernisation de l'action publique et la décentralisation.

Attipoe Edem Kodjo

Education et culture

L'UE accompagne les universités togolaises à jouer leur rôle de transmission de la connaissance, pour une société épanouie via des instruments de financement de l'enseignement supérieur (Erasmus Plus) et de la recherche et innovation (Horizon 2020, y compris

le programme Marie Curie).

Des appels à proposition sont lancés chaque année pour obtenir des bourses de mobilité des étudiants, des enseignants chercheurs ou du personnel administratif des universités.

ACHETEZ & LISEZ DESORMAIS

tm **TOGOMATIN**

SUR **MONKIOSK.com** **OU** **sur le portail**

www.monkiosk.com **www.alome.com**

WWW.TOGOMATIN.TG

Zoom sur le Togo qui impacte, brille et ose

Suivez notre actualité sur whatsapp linkés en DM www.togomatin.tg

: @Togomatin1
 : Togomatin
 : instagram.com / togomatin
 : www.togomatin.tg

Photo du jour

Ton devis est trop cher, j'ai un cousin qui peut construire le mur moins cher.

Et voilà le mur du cousin 🤔🤔🤔🤔🤔🤔



Légendez en commentez la photo ci-dessus!

PHARMACIES DE GARDE (LOME)
du 11 au 18 /10/ 2021

JEANNE D'ARC	PRÈS DE M.RENAULT	90 86 40 51
ST ANTOINE	1048, AV. LIBÉRATION	96 80 10 07
BON SAMARITAIN	HÔPITAL DE BE	91 34 41 94
OLIVIERS	BD. HOUPHÊT-BOIGNY	96 80 09 50
KODJOVIAKOPE		22 21 89 90 22 20 44 71
HOPITAL	CHU-TOKOIN	22 20 08 08
BON SECOURS	CASSABLANCA	70 45 76 74
AMITIE	SOTED	70 25 02 57
LA PROSPERITE	BD EYADÉMA	70 44 86 96
GBEZE	BD JEAN PAUL IL	22 26 32 61
BAH	HÉDZRANAWÉ	90 55 79 59
ST PIERRES	HÉDZRANAWÉ	70 43 26 67
PEUPLE	MARCHÉ NUKAFU	22 26 84 22
DEO GRATIAS	KEGUE DINGBLE	96 28 57 13
UNION	BD MALFAKASSA	96 32 97 26
O GRAIN D'OR	ZORROBAR	70 59 09 53
ADIDOGOME	ADIDOGOMÉ	22 50 54 85
SILOE	APÉDOKOÈ ATIGANGOMÉ	96 80 10 16
ACTUELLE	SÉGBÉ	96 80 09 95
SEGBE	SÉGBÉ QT ZANVI	79 30 07 29
DJIDJOLE	DJIDJOLE	93 93 99 27
ST JOSEPH	BRETELLE BE KLIKAME	91 09 46 38
VIGUEUR	AGBALEPEDOGAN	70 44 81 96
MILLENAIRE	AGOÈ-NYIVÉ	22 51 64 31
DIEUDONNE	LEO 2000	70 44 84 59
OSSAN	CARREFOUR AVEDJI	70 40 44 25
APOLLON	AVÉDJI	70 41 01 07
CLEMENCE	AGOÈ	70 21 26 26
NABINE	AGOÈ ANOMÉ	98 97 97 96
VITAS	AGOÈ ASSIYÉYÉ	22 25 63 43
EXCELLENCE	AGOÈ DÉMAKPOÈ	93 27 95 54
ESPACE VIE	AGOÈ LOGOPÉ	99 85 89 07
DIVINA GRACIA	AGOÈ-FIOVI	96 80 10 21
NOUVELLE TULIPE	LÉGBASSITO	99 47 00 70
TCHEP'SON	TOGBLÉKOPÉ	96 90 04 64
LE ROCHER	AGOÈ ZONGO	99 08 05 01
ST MICHEL	AGOÈ-NYIVÉ	70 43 30 43
ASSURANCE	ADÉTIKOPÉ	96 82 76 76
SANGUERA	SANGUÉRA	99 90 89 72
GANFAT	AGOE DALIKO	70 22 15 15
AVEPOZO	AVÉPOZO	22 27 04 86
DE L'EDEN	BAGUIDA	70 42 13 98

Quelques ambas-
sades et consulats

■ Ambassade des Etats-Unis; Tél: 22 61 54 70

■ Ambassade d'Allemagne; Tél: 22 23 32 32

■ Ambassade de France; Tél: 22 23 46 40

■ Ghana Embassy; Tél: 22 21 31 94

■ Ambassade d'Egypte; Tél: 22 21 24 43

■ Ambassade du Niger; Tél: 22 21 60 25

■ Ambassade de Chine; Tél: 22 22 38 56

■ Union Européenne; Tél: 22 53 60 00

■ Consulat de Belgique; Tél: 22 21 03 23

■ Consulat de France; Tél: 22 23 46 40

■ Consulat de Suisse; Tél: 22 20 50 60

■ Consulat de Canada; Tél: 22 51 87 30

■ Ambassade du Nigéria; Tél: 22 21 60 25

■ Ambassade du Gabon; Tél: 22 26 75 63

■ Ambassade du Brésil; Tél: 22 61 56 58

■ Consulat de Sénégal; Tél: 22 22 98 35

■ Consulat du Burkina Faso. Tel: 22 26 66 00

■ Consulat du Niger; Tél: 22 22 43 31

■ Consulat du Bénin; Tél: 22 20 98 80

■ Ordre de Malte; Tél: 22 21 58 11

■ RDC; Tél: 90 08 38 53

DEBAT

Une femme a demandé à son mari de la déposer chez des amis, où une réception de mariage se déroulait. Il a répondu qu'il serait trop occupé toute la journée au bureau, et lui a donné de l'argent pour emprunter un taxi.

Il est parti au travail et la femme a pris un taxi pour la réception de mariage où elle y rencontre une belle fille et elles ont sympathisé. Après, elles sont devenues des amies.

À la fin de la soirée, quand tout le monde partait, la jeune fille a demandé à la femme comment elle rentrerait à la maison. Elle a répondu que son mari était trop occupé au bureau pour venir la chercher donc elle prendra un taxi. La fille a répondu; "Mon ami m'a amené ici et viendra me chercher. Je viens juste de lui parler au téléphone et il est en route. Pourquoi ne pas vous joindre à moi dans sa voiture et nous vous déposerons chez vous".

La femme a accepté. Quelques minutes plus tard, la voiture de son mari est arrivée. La fille a sauté sur le siège passager avant embrasse son chéri, et a demandé à la femme de s'asseoir à l'arrière, ce qu'elle a fait confuse et perturbée. Puis la jeune fille a présenté sa nouvelle amie à son petit ami.

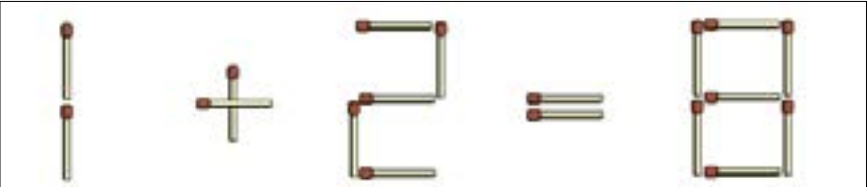
Lorsque l'homme se retourna pour saluer la femme, il l'a reconnue son épouse. Rien de plus n'a été dit sur le chemin. Il a déposé sa femme à la maison comme prévu et est allée descendre la fille chez elle .

La question est maintenant: Si vous étiez. l'épouse, que feriez-vous quand votre mari rentrera à la maison?

Si vous étiez le mari, que diriez-vous à votre femme quand vous rentreriez chez vous?

Jeu d'allumettes

Déplacez deux allumettes de sorte que le calcul soit correct



Les bons plans et les bonnes adresses

AGENCE DE COMMUNICATION

AG Partners: Sise à Cassablanca
www.couleurafrique.com

Larry Event Day (LED)
Une agence événementielle, Organisation d'évènement privé et professionnel
Communication, Location d'espaces
Conseils, Wedding Planner et Décoration
Tél/ 22 21 87 80 / Cel: 98 77 40 54
Avenue François Mitterrand rue des Cocotiers

SUPERS MARCHES A LOME

CONCORDE (Atikoumé; juste à côté de l'UTB
RAMCO (Qtier Assivito, Av de la Nouvelle Marche)
LE CHAMPION SUPER MARCHÉ (Boulevard du 13 Janvier);
Tél: 22 22 74 43

FRUITS ET LEGUMES

MARCHE ABATTOIR (Juste en face du Super Marche Le Champion)
MARCHE DE GOYI SCORE (Juste en face du Super Marche RAMCO)
PANIER BIO CENTRE MYTRO NUGNA (Qtier Adidogomé, carrefour des Franciscains), Tél: 91 81 25 38

DANSE ET COURS DE ZUMBA

AFT : Quartier: Décon. Tél: 97 99 7919
COURS DE CAPOEIRA ; Salle GYM TONIC. Tél : 90 79 79 90
COURS DE ZUMBA : HOTEL RESIDENCE «LES ANGES»; Qtier : Foréver; Tél : 90 17 03 30
COURS DE ZOUMBA (VITAL CLUB, Nana BLAKIME) ; Tél 90 30 38 75
CIE CADAM (Danse traditionnelle africaine) ; Tél : 90 15 39 87
SALSA (Club Salsa 7- Henry Motra) ; Tél : 91 70 61 86

AVIATION

AERO-CLUB DU GOLFFE (Route de l'aéroport)
Tél : 22 40 04 99

COURRIER EXPRESS

DHL (Qtier Nyékonakpoè, 15 78 ; Bd du 13 Janvier, Galerie Tountouli)
Tél: 22 21 68 51
EMS TOGO (Tél: 22 26 70 51)
FEDEX (276; Bd du 13 Janvier, immeuble FIATA; 1e étage)
Tél: 22 21 24 96
TOP CHRONO (Assiganto; Av Sylvanus Olympio) Tél: 22 21 73 68
SDV EXPRESS (Rue du commerce) Tél: 22 22 41 26

OPERATEURS TELEPHONIQUES

MOOV :Tél. 22 20 13 20
TOGO CELLULAIRE : Tél. 22 22 66 11
TOGO TELECOM : Tél. 22 21 47 14

SANTE GENERALISTES

DR CORINNE JOULIN-KARKA ; Tél: 22 23 46 77
CLINIQUE BIASA; Tél: 22 21 11 37
CLINIQUE SAINT-RAPHAËL; Tél: 22 25 92 77
CHU TOKOIN; Tél: 22 21 25 01
CHU CAMPUS; Tél: 22 25 47 39 / 22 25 77 68
HORLOGE PARLANTE; Tél: 116
CLINIQUE UNIDIAL spécialisée en Hemodialyse / Tokoin habitat
Rue des filaos; Tel 23 36 01 00 / 90 39 45 72

OU MANGER ET DORMIR A LOME?

RESTAURANT LE TABLIER (Qtier Cacavéli, Bd de la Kara, 2è ruelle à droite après pharmacie Shalom venant de Bodjona) Tél: (00228) 91 36 23 66 / 96 96 80 80
HOTEL RESIDENCE « LES ANGES » Qtier : Foréver ; Tél : 90 17 03 30
HÔTEL BALKAN (Qtier Hédranawé) ; Tél : 22 61 30 63
LE MERLOT (Qtier Kassablanca) Tél : 93 05 11 11

MUSCULATION ET MASSAGE

Le NAUTILUS-FITNESS: HOTEL RESIDENCE « LES ANGES»
Tél : 22 26 34 71 / 90 17 03 30
AFT (Africa Fitness Time)Qt: Décon. Tél: 97 99 7919
BODYBUILDING-CLUB (Rue des hydrocarbures) ; Tél: 90 24 10 72
GYM CENTER (Qtier Nyékonakpoè, Avenue Joseph Strauss) ; Tél : 90 04 76 60
GYM FIL «O»PARC (Agoè Nyivé) ; Tél : 22 35 18 28
GYM GHIS PALACE (Qtier Baguida) ; Tél : 22 71 49 70



Lomé (Togo), 08 Octobre 2021– LA CUSTOMER SERVICE WEEK À TOGOCOM

La Customer Service Week (CSW) est célébrée chaque première semaine du mois d'octobre à travers le monde entier. Comme l'année précédente, TOGOCOM a mis les petits plats dans les grands pour offrir à ses clients une semaine riche en couleurs et en interactions.

Cette année, la CSW a été célébrée du 04 au 08 Octobre dans toutes les agences de TOGOCOM à travers tout le pays et ce, par un programme dédié aux acteurs du service client et à la clientèle qui constitue par essence notre raison d'être.

Le thème retenu mondialement cette année est « **THE POWER OF SERVICE** » qui signifie littéralement le « **POUVOIR DU SERVICE** ». Pour marquer la célébration de cette année, la Direction de l'Expérience et Relation Clients (DERC) a ouvert ses portes aux clients. Des journées portes ouvertes durant lesquelles les clients ont eu droit à la visite guidée du plateau de production, à des échanges avec les conseillers clientèles.

Plusieurs clients ont reçu des remerciements honorifiques et des attestations de reconnaissance. Au niveau des agences, les pauses café, des jeux avec enlèvement de gadgets TOGOCOM et des séances de shooting ont été au programme.

Quant au personnel, le Top Management a profité de l'occasion pour exprimer sa reconnaissance à l'endroit des employés qui interagissent avec les clients au quotidien.

L'objectif principal de cette Semaine du Service Client pour TOGOCOM était de remercier et de célébrer l'ensemble de ses clients pour leur fidélité au quotidien. C'était aussi l'occasion pour TOGOCOM de booster la motivation et le travail d'équipe des chargés de clientèle.

La Customer Service Week 2021 a favorisé encore une fois le renforcement des liens forts et sincères de TOGOCOM avec ses clients tout en permettant de réfléchir aux nouvelles stratégies à adopter pour l'amélioration de la qualité de service.

Paulin Alazard, Directeur Général TOGOCOM
« *Au cœur du service client se trouvent les hommes et femmes, conseillers d'une part et d'autre part les clients qui sont notre raison d'être et surtout les principaux acteurs du succès de notre stratégie* ».





À propos de TOGOCOM

Précurseur de la technologie 5G au Togo et dans la sous-région, Togocom est le leader du marché Togolais des télécommunications au service de l'ensemble des Togolais où qu'ils se trouvent sur le territoire national. Le Groupe est le fruit du regroupement en 2017, des activités de Togo Telecom, l'opérateur historique national de la téléphonie fixe au Togo, et Togo Cellulaire (Togocel), l'opérateur de téléphonie mobile. Togocom pour ambition de devenir le champion de la qualité de service aux meilleurs standards internationaux notamment sur la couverture du réseau, la performance des débits Internet, l'efficacité du service client, la proximité du réseau de distribution et la disponibilité des produits et des services.

Crise climatique**«Les choix intenable qui tuent notre planète tuent aussi ses habitants », selon le Dr Tedros Adhanom Ghebreyesus**

Les pays doivent prendre des engagements climatiques ambitieux au niveau national pour un relèvement sain, écologique et durable après la pandémie de Covid-19. L'OMS fait un lien très fort entre changement climatique et santé. Ainsi, à quelques jours de la Cop26, l'organisation onusienne a publié un rapport accompagné d'une lettre ouverte pour pousser les acteurs à penser à la santé publique et au nombre de vies que l'on pourrait sauver en prenant des décisions historiques en faveur de l'environnement et surtout en les mettant en pratique.

Le rapport spécial sur les changements climatiques et la santé que l'OMS a publié il y a quelques jours, en amont de la conférence des Nations unies sur les changements climatiques (COP26) qui se tiendra à Glasgow (Écosse), expose les mesures de lutte contre les changements climatiques préconisées par la communauté sanitaire mondiale sur la base d'un nombre croissant de travaux montrant les liens nombreux et indivisibles entre le climat et la santé.

« La pandémie de Covid-19 a mis en lumière les liens intimes et fragiles entre les êtres humains, les animaux et notre environnement », a déclaré le Dr Tedros Adhanom Ghebreyesus, directeur général de l'OMS. « Les choix intenable qui tuent notre planète tuent aussi ses habitants. L'OMS appelle tous les pays à s'engager à prendre des mesures décisives à la COP26 pour limiter le réchauffement climatique à 1,5 °C, non seulement parce que c'est ce que nous dicte la raison, mais parce que c'est dans notre propre intérêt. Le nouveau rapport de l'OMS définit 10 priorités pour protéger la santé de l'Homme et la planète qui le fait vivre. »

Le rapport de l'OMS est publié en même temps qu'une lettre ouverte, signée par plus des deux tiers du personnel de santé dans le monde, 300 organisations représentant au moins 45 millions de médecins et de professionnels de la santé à travers le monde, appelant les dirigeants nationaux et les délégations des pays participant à la Cop26 à intensifier la lutte contre les changements climatiques.

« Partout où nous dispensons des soins, dans nos hôpitaux, nos dispensaires et nos communautés dans le monde, nous faisons déjà face aux conséquences néfastes des changements climatiques sur la santé

», peut-on lire dans la lettre des professionnels de la santé. « Nous appelons les dirigeants de chaque pays et leurs représentants à la Cop26 à éviter la catastrophe sanitaire imminente en limitant le réchauffement climatique à 1,5 °C et à faire de la santé humaine et de l'équité, des éléments centraux de toutes les mesures d'atténuation et d'adaptation aux changements climatiques. »

Le rapport et la lettre ouverte sont diffusés à un moment où des phénomènes météorologiques extrêmes sans précédent et d'autres dérèglements climatiques ont des conséquences de plus en plus désastreuses sur la vie et la santé des gens. Des phénomènes météorologiques extrêmes de plus en plus fréquents, tels que les vagues de chaleur, les tempêtes et les inondations, tuent des milliers de personnes, perturbent des millions de vies, et mettent en péril les systèmes et les établissements de santé au moment où ils sont le plus nécessaires. Les changements météorologiques et climatiques menacent la sécurité alimentaire et favorisent les maladies transmises par les aliments, par l'eau et par des vecteurs, comme le paludisme, et l'évolution du climat a par ailleurs des effets néfastes sur la santé mentale.

Le rapport de l'OMS affirme que « la combustion de combustibles fossiles nous tue. Le changement climatique est la plus grande menace pour la santé à laquelle l'humanité est confrontée. Bien que personne ne soit à l'abri des conséquences du changement climatique sur la santé, ce sont les personnes les plus vulnérables et les plus défavorisées qui en

pâtissent le plus. »

Par ailleurs, la pollution de l'air, qui résulte principalement de la combustion de combustibles fossiles et qui contribue aussi aux changements climatiques, cause 13 décès par minute dans le monde. Le rapport conclut que pour protéger la santé des personnes, il faut prendre des mesures radicales dans tous les secteurs, notamment ceux de l'énergie, des transports, de l'environnement, des systèmes alimentaires et de la finance. Et il indique clairement que les avantages de mesures climatiques ambitieuses pour la santé publique l'emportent de loin sur leur coût.

« Il n'a jamais été aussi évident que la crise climatique est l'une des urgences sanitaires les plus pressantes auxquelles nous sommes tous confrontés », a déclaré Dr Maria Neira, directrice du département Environnement, changements climatiques et santé de l'OMS. « Ramener la pollution atmosphérique aux taux recommandés par l'OMS, par exemple, permettrait de diminuer de 80 % le nombre total de décès qu'elle provoque dans l'ensemble du monde tout en réduisant considérablement les émissions de gaz à effet de serre qui accélèrent le changement climatique. Pour prendre un autre exemple, un régime alimentaire plus nutritif à base de plantes, conformément aux recommandations de l'OMS, pourrait permettre de réduire considérablement les émissions au niveau mondial, de rendre les systèmes alimentaires plus résilients et d'éviter chaque année jusqu'à 5,1 millions de décès liés à l'alimentation d'ici à 2050. »

En atteignant les objectifs de l'Accord de Paris, on sauverait des millions de vies chaque année grâce à



Dr Tedros Adhanom Ghebreyesus

l'amélioration de la qualité de l'air, à une meilleure alimentation et à une plus grande activité physique. Pourtant, à l'heure actuelle, la plupart des processus de prise de décisions sur le climat ne tiennent pas compte de ces avantages pour la santé et de leur intérêt économique.

Les 10 priorités de l'OMS pour protéger la santé de l'Homme et la planète qui le fait vivre

S'engager pour un relèvement sain. S'engager pour un relèvement sain, écologique et équitable après la Covid-19.

Notre santé n'est pas négociable. Placer la santé et la justice sociale au cœur des négociations de l'ONU sur le climat.

Exploiter les avantages de l'action climatique pour la santé. Donner la priorité aux mesures de lutte contre les changements climatiques qui ont les plus grandes retombées sur les plans sanitaire, social et économique.

Renforcer la résistance des systèmes de santé aux risques climatiques. Mettre en place des systèmes et des établissements de santé résilients face aux changements climatiques et écologiquement durables, et contribuer à l'adaptation et la résilience en santé dans tous les secteurs.

Créer des systèmes énergétiques qui protègent et améliorent le climat et la santé. Opérer une transition équitable et inclusive vers les énergies renouvelables

pour éviter les décès dus à la pollution de l'air, en particulier à la combustion du charbon. Mettre fin à la précarité énergétique dans les ménages et les établissements de santé.

Réinventer les environnements urbains, les transports et la mobilité. Promouvoir un urbanisme et des systèmes de transport durables et sains, qui font une meilleure utilisation des sols, donnent accès à des espaces publics verts et bleus, et privilégient la marche, le vélo et les transports publics.

Protéger et réparer la nature, dont dépend notre santé. Protéger et restaurer les systèmes naturels, qui sont à la base même d'une vie saine, de systèmes alimentaires et de moyens de subsistance durables.

Promouvoir des systèmes alimentaires sains, durables et résilients. Promouvoir une production alimentaire durable et résiliente de même qu'une alimentation nutritive et plus accessible économiquement qui ont une influence positive à la fois sur le climat et la santé.

Financer un avenir plus sain, plus juste et plus écologique pour sauver des vies. Passer à une économie du bien-être.

Écouter la communauté sanitaire et préconiser une action climatique urgente. Mobiliser la communauté sanitaire et la soutenir dans la lutte contre les changements climatiques.

Edem Dadzie
Source : Organisation mondiale de la santé (OMS)

Hands From Above

"Opération Agbeyeye" pour sauver les personnes souffrant de maladies mentales

En marge de la journée mondiale de la santé mentale, célébrée chaque 10 octobre, l'association togolaise Hands From Above (HFA) a officiellement lancé son projet "Opération Agbeyeye", le 12 octobre 2021 à son siège à Lomé, avec les bénédictions du ministère de l'Action sociale représenté par Wassiyou Karimu.



Présidium du lancement

La maladie mentale est définie comme un ensemble de changement qui affecte la pensée, l'humeur et le comportement d'une personne et qui lui cause de la détresse ou de la souffrance. D'après l'Organisation mondiale de la santé (OMS), une personne sur quatre souffre de troubles mentaux dans le monde et environ 450 millions de personnes souffrent actuellement de ces pathologies, ce qui les place dans les principales causes de morbidité et d'incapacité à l'échelle mondiale.

Dans le Grand Lomé, on peut voir de plus en plus de personnes souffrant de la maladie mentale et errant dans les rues. Ces personnes abandonnées de leurs familles sont souvent victimes d'abus et de négligence de tous genres en particulier les femmes, et peuvent constituer dans certains cas un danger pour elles-mêmes et pour leur environnement sachant qu'elles sont souvent agressées et souffrent pour la plupart d'autres maladies somatiques dues à leur condition précaire et inhumaine de vie.

C'est pour cela qu'à l'occasion de la journée mondiale de la santé mentale 2021 observée sous le thème de la réduction des inégalités, l'association HFA lance le projet "Opération Agbeyeye" qui invite tous les acteurs socio-économiques (entreprises, institutions, organisations, les particuliers etc.) à contribuer à sa mise en œuvre. Ce projet triennal «permettra non seulement la prise en charge médico-psychiatrique et l'insertion socio professionnelle de 100 personnes vivant avec la maladie mentale et errant dans la rue d'ici fin 2024 mais également un travail d'éducation et de

sensibilisation des familles, et des communautés sur la santé mentale afin d'emmener un changement de mentalité et de comportement dans ce domaine», a expliqué Peace Vera Ahadji, présidente de l'association HFA.

Pour réussir la mise en œuvre, HFA a reçu le soutien financier du Groupe Ecobank, à raison de 10 000 dollars, soit 5 677 782 FCFA. « Chez Ecobank dans sa responsabilité sociale d'entreprise, nous sommes très fiers de participer aux activités sociales des communautés des 35 pays dans lesquels nous sommes. Chaque année, nous soutenons une cause. Depuis 2019, nous avons décidé d'œuvrer dans la sensibilisation et l'accompagnement des maladies non transmissibles, dans un programme triennal. En 2019 nous avons pris en compte le cancer, en 2020 le diabète et cette année, la journée de l'Ecobank porte sur la santé mentale et donc nous appuyons l'association HFA », a fait comprendre Robert Tekpa, chef division banque digitale chez Ecobank, qui assure que le soutien s'étend sur les trois ans de durée du projet de HFA.

Pour le moment, le présent projet couvrira uniquement le grand Lomé avec 100 personnes cibles (préfectures du Golfe et d'Agoé). Comment se déroulera le projet ? « Nous travaillons principalement avec les communes. Par exemple nous sommes en collaboration avec la commune Golfe 1, qui nous a déjà permis de sortir six personnes de la rue. Cette année, nous avons élargi les partenariats aux autres communes qui nous aident déjà à recenser les cas avec les listes de ces personnes

qui nous parviennent déjà. Nous collaborons avec beaucoup de centres dans le domaine, notamment le centre psychiatrique de zébé, la clinique psychiatrique de Lomé, et d'autres centre de prise en charge pour mener à bien ce projet », a répondu Peace Vera Ahadji.

Selon Jean-Claude Wenkourama, médecin-psychiatre et superviseur médical du projet, « les raisons souvent évoquées par les familles qui abandonnent leur malade dans la rue, sont le manque de moyens financiers pour poursuivre le traitement, la conception erronée des familles sur la maladie mentale, l'ignorance et la perte d'espoir des familles en ce qui concerne un possible rétablissement... Socialement on va intégrer la personne dans la vie sociale et professionnellement lui trouver une activité adaptée aux compétences ».

Créée en 2017, HFA est une association dont la vision est de restaurer la dignité des personnes souffrant de la maladie mentale. Plus de 1000 patients ont été touchés par les dons et actions dans les centres et hôpitaux psychiatriques, plus de 50 personnes ont été assistées dans la prise en charge de la maladie mentale, 6 personnes malades sorties de la rue, près de 100 acteurs locaux formés sur la santé mentale, participation à plus de 50 émissions radio/télé et web pour promouvoir la santé mentale.

La présidente de HFA, tout en remerciant le groupe Ecobank pour son soutien, a lancé un appel à toute bonne volonté désireuse de contribuer à une meilleure santé des populations togolaises.

Attipoe Edem Kodjo

Sécurisation des droits fonciers communautaires en Afrique

Un nouveau pas franchi à l'issue de la 3è édition de l'atelier des institutions foncières nationales à Lomé

La troisième édition de l'atelier des institutions foncières nationales pour la sécurisation des droits fonciers communautaires en Afrique a pris fin ce 14 octobre 2021. L'atelier a été co-organisé au Togo par le ministre de l'Urbanisme, de l'Habitat et de la Réforme foncière, Rights and Resources Initiative et international Land Coalition en Collaboration avec Konrad Adenauer Striftung et Auto-promotion Rurale pour un Développement Humain Durable.



La table d'honneur lors de l'atelier

L'objectif est de créer pour les institutions et agences gouvernementales foncières chargées de la gestion foncière ainsi que leurs partenaires et autres acteurs clés, un espace d'échanges et de partages sur les différents contextes nationaux et les bonnes pratiques favorables à une gouvernance foncière responsable qui reconnaisse les pratiques de gestion coutumière.

Cet atelier a regroupé 36 participants venus de 12 pays et des participants qui ont suivi les panels en lignes. Ceux-ci ont permis de ressortir plusieurs recommandations. « Ces trois jours ont été un espace d'échange et de partage sur les différents contextes nationaux et les bonnes pratiques favorables à la gouvernance foncière responsable qui reconnaissent les pratiques de gestions coutumières. En outre, l'atelier a été un succès à plus d'un titre (...) », a précisé madame la présidente du groupe des droits et ressources, coordinatrice de l'initiative des droits et ressources, Solange Bandiaky-Badji.

En effet, les participants à cet atelier, représentants les institutions foncières et des organisations similaires menant des réformes foncières dans leurs pays tels que l'Afrique du sud, le Burkina Faso, le Cameroun, le Ghana, le Kenya, le Liberia, le Malawi le mali, l'Ouganda, la RDC, le Sénégal, la Tanzanie et le Togo ont constaté que l'atelier de Madagascar en 2019 a permis de réaliser des progrès jusqu'à ce jour.

C'est le cas par exemple de la diversité des contextes, politiques, les cadres réglementaires et communautés locales et leur détermination à contribuer à la sécurisation des terres communautaires conformément aux décisions de l'Union africaine.

Ainsi, au niveau de ces pays, plusieurs recommandations ont été formulées notamment le renforcement des moyens de partage d'information et d'expériences entre les pays de la région pour la promotion des droits, le soutien aux institutions dans la mise en place et l'opérationnalisation des systèmes d'information foncière contribuant à sécuriser les droits en faveurs des communautés, prioriser le renforcement des capacités humaines, financières et technique des institutions en charges du foncier par les Etats.

Pour Edoh Komlan Théodore, directeur de cabinet du ministère en charge de l'Urbanisme, représentants son ministre de tutelle, les travaux ont permis d'échanger sur tous les aspects de la sécurisation des droits fonciers communautaires en Afrique.

Les sessions pays ont également permis de faire le bilan, le suivi des projets et énoncés retenus lors de la deuxième édition à Antananarivo et « les résultats obtenus constituent le socle d'une nouvelle vision du foncier, vision qui se fonde sur les échanges et le partage mettant en relation tous les acteurs concernés. Les échanges ont créé pour les institutions et agences gouvernementales domaniales un espace sur les différents contextes nationaux et les bonnes pratiques favorable non seulement à la sécurisation des droits fonciers communautaires, mais aussi et surtout à une gouvernance durable des terres. Les idées novatrices issues de nos échanges riment avec la feuille de route gouvernementale 2020- 2025 » a-t-il précisé.

